Un document inédit à propos de la mission du 9 mars 1793 pour la levée des 300 000 hommes

Michel Biard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1983>
DOI : 10.4000/ahrf.1983
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2001
Pagination : 99-104
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Michel Biard, « Un document inédit à propos de la mission du 9 mars 1793 pour la levée des 300 000 hommes », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 325 | juillet-septembre 2001, mis en ligne le 10 avril 2006, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1983> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1983>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Un document inédit à propos de la mission du 9 mars 1793 pour la levée des 300 000 hommes

Michel Biard

- 1 Le 9 mars 1793, Carnot, au nom des comités de défense générale et de la guerre réunis, présentait devant la Convention nationale un rapport et un projet de décret tendant à envoyer dans les départements de la République des commissaires chargés d'« instruire leurs concitoyens des dangers qui menacent la patrie et rassembler des forces suffisantes pour disperser les ennemis ». Il s'agissait ainsi d'accélérer les mesures destinées à lever les 300 000 « volontaires réclamés par l'Assemblée le 24 février ».
- 2 Cette mission collective fut l'acte fondateur de l'institution des représentants en mission. Là où la Convention s'était contentée jusqu'alors d'imiter les Assemblées précédentes en envoyant dans les départements ou aux armées des députés nantis d'une commission dans la plus pure tradition de l'Ancien Régime, elle créait au printemps 1793 une véritable institution qui devait durer jusqu'en brumaire an IV.
- 3 Les *Archives parlementaires* (tome LX, pp.9-10) donnent, bien entendu, le décret du 9 mars avec la liste des quarante et une sections qui devaient être parcourues par ceux qui furent dès avril appelés « représentants en mission » et non plus commissaires, ce qui marquait tout à la fois une volonté de les distinguer de la foule des autres commissaires, d'institutionnaliser la méthode et d'affirmer la légitimité des envoyés de la Convention. Ce même recueil contient la liste des quatre-vingt-deux représentants qui furent initialement choisis pour cette mission collective (tome LX, p.25). Ces conventionnels devaient être répartis par équipes de deux, chaque équipe étant chargée d'une section géographique associant deux départements voisins. Loin d'être le fruit d'un hasard lié à la plume d'un anonyme scribe de l'Assemblée, l'ordre dans lequel les noms furent couchés sur la liste était lourdement chargé de sens politique (cf. notre article, « La mission du 9 mars 1793 », dans *Pour la Révolution française*, recueil d'études réunies par Christine le Bozec et Éric Wauters en hommage à Claude Mazauric, Rouen, Publications de l'Université de Rouen, 1998, pp.273-280). Pour autant, au siècle dernier,

Alphonse Aulard avouait sa perplexité devant la composition de cette liste et, comme d'autres historiens, s'en tenait à la thèse classique d'une manœuvre de la Gironde destinée à éloigner de Paris un grand nombre de Montagnards. Nous l'avons montré, cette thèse est une totale aberration, ce qui ne l'empêche nullement de poursuivre aujourd'hui sa déjà longue carrière dans l'historiographie (à titre d'exemple, cf. Patrice Gueniffey, *La politique de la Terreur. Essai sur la violence révolutionnaire, 1789-1794*, Paris, Fayard, 2000, p.248). Au-delà de cette vulgate sans cesse servilement recopiée, la mission du 9 mars présentait un second « mystère » nulle liste ne semblait avoir été conservée indiquant de quelle manière la fusion s'était réalisée entre les noms des quatre-vingt-deux représentants et les quarante et une sections géographiques. Alphonse Aulard, dans son *Recueil des actes du Comité de salut public (...)* (tome II, pp. 298-317), reconnaissait n'avoir trouvé que trois décrets relatifs à la destination des représentants en mission et écrivait « Nulle part il n'y a une liste officielle des couples de commissaires et des sections qui leur furent attribuées. Pour savoir au juste quels conventionnels firent réellement partie de la mission du 9 mars 1793 et dans quels départements ils se rendirent, il faut retrouver d'abord leur correspondance (et il en est dont nous n'avons rencontré aucune lettre) et parcourir les pièces relatives aux missions dans les départements (*Arch. nat.*, AF II 83 à 146). Nous sommes parvenus ainsi à reconstituer, sauf erreur, le tableau de cette mission si complexe ». L'erreur est en l'occurrence bien humaine et le tableau dressé par Aulard a justement induit en erreur plus d'un historien. Ainsi, pour la section 26, réservée à la Vendée et aux Deux-Sèvres, Aulard donne pour missionnaires Du Bois du Bais et Gasparin. Une note indique qu'ils ont été « plus tard » (formule d'une rare précision!) remplacés par Auguis et Carra, auxquels fut adjoint Bourbotte. Or non seulement Du Bois du Bais et Gasparin ne participent en rien à cette mission pour laquelle ils n'apparaissent même pas sur les listes initiales (ils sont en fait envoyés, tous deux, à l'armée du Nord le 4 avril 1793), mais, qui plus est, Auguis et Carra, eux, figurent bel et bien sur celles-ci. Une erreur similaire est commise par Aulard pour la section 30 (Maine-et-Loire, Sarthe) où il inscrit les noms de Goupilleau de Montaigu et de Richard, en indiquant en note que le premier a été remplacé « plus tard » par Choudieu. Or le nom de ce dernier est couché sur la liste du 9 mars, ainsi que celui d'un Goupilleau, mais il s'agit du cousin de Montaigu, Goupilleau de Fontenay. Goupilleau de Montaigu est alors en mission dans la principauté de Salm, avec Couthon et Michel, en vertu des décrets des 2 et 3 mars précédents. C'est lui qui est adjoint dans un second temps à la mission du 9 mars, et non Choudieu.

- 4 Ce ne sont certes là que des erreurs de détail, mais elles ont tout récemment encore entachées des ouvrages par ailleurs tout à fait sérieux. Il convient donc de les rectifier. Plus encore, il convient désormais de classer au chapitre des énigmes élucidées la question de l'existence ou de l'absence d'une liste indiquant dès mars 1793 les destinations géographiques des missionnaires. Cette liste existe aux Archives nationales, conservée dans les papiers du comité des inspecteurs de la salle (fond très riche et de toute évidence peu exploité), sous la cote D* XXXV^C 6 (à la date du 16 mars 1793). Si elle contient elle aussi quelques menues erreurs (dues pour l'essentiel à des coquilles de « ronds de cuir » peu attentifs), cette liste est à notre connaissance le seul document original et inédit qui permette l'analyse de la mission du 9 mars 1793. C'est bien pourquoi il nous a semblé utile d'en faire bénéficier les lecteurs des *AHRF*, d'autant qu'elle contient de précieuses indications sur les sommes qui étaient délivrées aux représentants du peuple qui partaient en mission. Les papiers du comité des

inspecteurs de la salle permettent d'ailleurs de retrouver la trace de la plupart des missions jusqu'à la séparation de la Convention en brumaire an IV et de connaître le montant des fonds qui furent délivrés aux missionnaires à leur départ. Certes ces sommes ne représentent pas forcément la totalité de ce qui a été utilisé par un représentant en mission puisque celui-ci gardait toute latitude à tirer des fonds des départements (comme le prouve un nombre important de comptes rendus rédigés en l'an III qui font apparaître sommes allouées et sommes dépensées par les conventionnels en mission). Néanmoins l'évolution de ces sommes permet d'évaluer le coût moyen des missions, de mettre à jour les effets de la dépréciation de l'assignat (en 1793 ce sont environ 30 à 300 000 livres qui sont ainsi versées chaque mois, soit une moyenne qui oscille entre 3 000 et 5 000 livres par missionnaire en vendémiaire an IV le total est porté à 1 704 205 livres, soit une moyenne de 48 691 livres par tête), et de distinguer les représentants les plus « gourmands » : le 29 juin 1793 Rovère demande avant son départ la somme alors exceptionnelle de 20 000 livres ; le comité lui observe qu'il s'agit là d'une somme « très considérable », mais « le citoyen Rovère ayant observé que le Comité de salut public l'avait chargé de mission à Lyon qui exigeait des dépenses extraordinaires, le comité n'a pas cru pouvoir refuser au citoyen Rovère sa demande [...] ». Le même jour, Cavaignac et Goupilleau de Fontenay partent, respectivement à l'armée des côtes de Brest et à celle des côtes de La Rochelle, avec l'un 3 000 livres, l'autre 6 000 livres... et, à part le cas particulier de Couthon et Maignet en août 1793 (avec 36 000 livres), il faut attendre la fin de thermidor an II pour voir le « record » de Rovère dépassé (avec 25 000 livres adjudgées à Niou), avant bien sûr que toute valeur finisse par devenir surréaliste (les 500 000 livres obtenues par Fréron en vendémiaire an IV). Ces derniers chiffres rendent presque dérisoires les sommes versées pour la mission du 9 mars 1793 telles qu'elles apparaissent, à la date du 16 mars, dans le tableau ci-dessous.

- 5 NB L'orthographe de l'original a été respectée. Pour des raisons de clarté, nous avons par contre ajouté un quadrillage qui n'existait pas dans le document.
- 6 « Le comité autorise le citoyen Saurine [?] à délivrer les mandats suivants aux commissaires envoyés dans les départements ».

Noms des départements	Noms des commissaires	Sommes données	Dont en argent
Nord et Pas-de-Calais	Carnot et Lesage Senault	3 000	600
Aisnes et les Ardennes	S ¹ Just et de Ville ¹	6 000	
Meuse et Marne	Pons et Thuriot	6 000	1 000
Meurthe et Moselle	Anthoine et Levasseur ²	6 000	2 000
Haut et Bas Rhin	Louis et Pfleger ³	4 000	1 200
Doubs et Haute Saône	Michaud et Siblot	3 000	
Côte d'Or et le Jura	Prost et Leonard Bourdon	8 000	1 000
Haute Marne et Vosges	Perrin ⁴ et Roux ⁵	4 000	
Ain, Saône et Loire ⁶	Pressavin et Reverchon	3 000	
Rhône et Loire, l'Isère	Amar et Merlinot ⁷	4 000	
Hautes et Basses Alpes	Barras et Freron	8 000	
Var et Alpes Maritimes	Roubaud et Despinassy	9 000	
Le Gard et l'Hérault	Bonnier et Vouland ⁸	6 000	
Bouches du Rhône et Drôme	Boisset et Bayle	6 000	
Ardeche et Lozère	Servière et Gleizal	6 000	
Haute Loire et Cantal	Renaud ⁹ et la Coste ¹⁰	6 000	
La Corrèze et H ^e Vienne	Borie et Bordas	6 000	
Le Tarn et l'Aveyron	Bo et Chabot	6 000	
L'Aude et H ^e Garonne	Mailhe et Lachaux ¹¹	8 000	
Arriège et Pyrénées Orientales	Gaston et Fayau	12 000	
Hautes et Basse Pyrénées	Ysabeau et Neveu	8 000	2 000
Gers et les Landes	Dartigoète ¹² et Ichon	8 000	
Gironde, Lot et Garonne	Garreau ¹³ et Paganel	8 000	
Lot et la Dordogne	S ¹ André ¹⁴ et la Coste ¹⁵	6 000	
Charente, Charente Inf ^e	Bernard ¹⁶ et Gimberteau	8 000	
Deux Sevres et la Vendée	Carra et Auguis	5 000	
Loire Inf ^e et Mayenne	Foucher ¹⁷ et Lavallée ¹⁸	8 000	
Morbihan et Finistère	Mailhaud ¹⁹ et Guermeur	6 000	
Cotes du Nord, Ille et Vilaine	Sevestre et Billaud Varenne ²⁰	6 000	
la Sarthe, Maine et Loire	Rigard ²¹ et Choudicu	4 000	
La Manche et l'Orne	Carpentier ²² et Bourdon ²³	6 000	
L'Eure et le Calvados	Duroi ²⁴ et Jouenne ²⁵	5 000	
Seine Inf ^e et la Somme	Pocholle et Saladin	6 000	
Oise, Seine et Marne	Lakanal ²⁶ et Mauduit ²⁷	4 000	
Eure et Loire, Seine et Oise	Chales et Levasseur ²⁸	3 000	
Loire et Cher, Indre et Loire	Tallien et Goupilleau ²⁹	5 000	
Indre et Vienne	Piorry ³⁰ et Lejeune ³¹	6 000	
Creuse et Puy de Dôme	Monestier ³² et Petitjean	4 000	
Cher et l'Allier	Forestier et Faure ³³	3 000	
Loiret et Nièvre	La Planche ³⁴ et Collot ³⁵	5 000	
Aube et l'Yonne	Thureau ³⁶ et Garnier ³⁷	6 000	
	Total	240 000	7 800»

¹ Deville, représentant de la Marne.

² Le Vasseur de la Meurthe.

³ Il convient bien sûr de lire Pflieger, représentant du Haut-Rhin.

⁴ Perrin, représentant des Vosges.

⁵ Roux, représentant de la Haute-Marne.

⁶ Il y a là une confusion avec la ligne suivante. Cette section associe la Saône-et-Loire au Rhône-et-Loire, la suivante regroupe l'Ain et l'Isère.

⁷ Merlinot, représentant de l'Ain.

⁸ Vouland, représentant du Gard.

⁹ Il s'agit de Reynaud, représentant de la Haute-Loire.

Celui-ci est d'ailleurs remplacé le 12 mars par Balthazar Faure

(lui aussi représentant de la Haute-Loire), ce qui n'est donc pas connu

du scribe qui rédige cette liste. Cela tend à prouver que si le comité

des inspecteurs de la salle traite cette affaire le 16 mars,

il raisonne néanmoins sur la base d'une liste dressée antérieurement.

¹⁰ Jean-Baptiste Lacoste, représentant du Cantal.

¹¹ Lombard-Lachaux, représentant du Loiret.

¹² Dartigoeyte, représentant des Landes.

¹³ Garrau, représentant de la Gironde.

¹⁴ Jeanbon Saint-André, représentant du Lot.

¹⁵ Elie Lacoste, représentant de la Dordogne.

¹⁶ Bernard de Saintes, représentant de la Charente-Inférieure.

¹⁷ Il faut évidemment lire Fouché, représentant de la Loire-Inférieure.

¹⁸ Esnue-Lavallée, représentant de la Mayenne, est en fait

immédiatement remplacé par Villers, représentant de la Loire-Inférieure.

¹⁹ Lire Le Malliaud, représentant du Morbihan.

²⁰ Billaud-Varenne, représentant de Paris.

²¹ Lire Richard, représentant de la Sarthe.

²² Le Carpentier de la Manche.

²³ Bourdon de l'Oise.

²⁴ Du Roy, représentant de l'Eure.

²⁵ Jouenne-Lonchamp, représentant du Calvados, est en fait

immédiatement remplacé par Bonnet de Meautry, lui aussi représentant du Calvados.

²⁶ Remplacé par Isoré le 25 mars.

²⁷ Mauduyt, représentant de Seine-et-Marne.

²⁸ Levasseur de la Sarthe.

²⁹ Goupilleau de Fontenay, représentant de Vendée.

³⁰ Piorry, représentant de la Vienne.

³¹ Lejeune, représentant de l'Indre.

³² Monestier du Puy-de-Dôme.

³³ Il s'agit non de Faure, mais de Favvre-Labrunerie, représentant du Cher.

³⁴ Goyre-Laplanche, représentant de la Nièvre.

³⁵ Collot d'Herbois, représentant de Paris.

³⁶ Thureau, représentant de l'Yonne.

³⁷ Garnier de l'Aube.

AUTEUR

MICHEL BIARD

Institut d'Histoire de la Révolution française